2007-05325/

L'ÉCONOMIE EN BREF

MINISTÈRE DES FINANCES SEPTEMBRE 2000

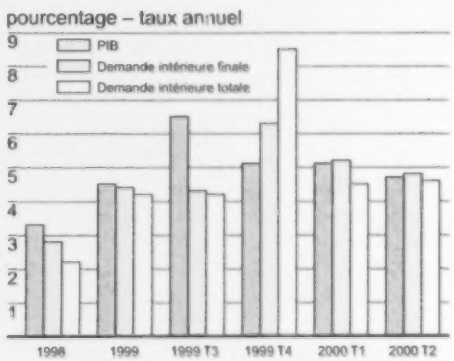
MESSAGES CLÉS

- Au deuxième trimestre de 2000, le produit intérieur brut (PIB) réel a progressé de 4,7 %; cette forte hausse fait suite à des gains encore plus importants, soit 5,1 % lors de chacun des deux trimestres précédents et 6,5 % au troisième trimestre de 1999. La production a ainsi augmenté de 5,3 % par rapport à la même période de l'année dernière. Les investissements et le commerce de produits de haute technologie viennent en tête au chapitre de la croissance durant le trimestre.
- La vigueur de la demande tant intérieure qu'extérieure a contribué à l'augmentation de la production. La demande intérieure totale (dépenses des consommateurs, des entreprises et des administrations publiques en produits, en services, en logements, en usines et en matériel, plus l'accumulation des stocks) a progressé de 4,6 %, ce qui est semblable au trimestre précédent. Par contre, la demande extérieure a connu une augmentation moins vigoureuse qu'au premier trimestre : les exportations réelles ont enregistré une hausse de 8,5 %, comparativement à 17,5 % au trimestre précédent. Cependant, la croissance des importations réelles, même si elle a été plus forte que celle des exportations, a elle aussi ralenti, ce qui signifie que la production à l'extérieur du Canada a comblé une fraction moindre de la demande accrue que ce ne fut le cas au trimestre précédent.
- L'excédent nominal de la balance commerciale a diminué, en raison d'une détérioration à la fois de la balance commerciale réelle et des termes de l'échange (les prix à l'exportation ont augmenté plus lentement que les prix à l'importation). Le compte courant enregistre pour la deuxième fois d'affilée un important excédent, de 14,3 milliards de dollars cette fois, soit 1,4 % du PIB nominal; ce chiffre demeure cependant inférieur à l'excédent record enregistré au premier trimestre.
- En dépit d'un léger recul en juin et en juillet, la création d'emplois nets s'est poursuivie à un rythme soutenu au cours des 12 derniers mois. En juillet, on comptait presque 330 000 emplois de plus qu'en juillet 1999. Toujours en juillet, le taux de chômage s'établissait à 6,8 %, soit un peu plus que le taux de 6,6 % enregistré lors des deux mois précédents.

RÉSUMÉ[1]

L'économie canadienne a poursuivi sa forte croissance au deuxième trimestre de 2000; il s'agit du vingtième trimestre consécutif où un gain est enregistré, soit la plus longue période depuis le milieu des années 1960. La vigueur de la demande tant extérieure qu'intérieure a stimulé la production canadienne. Par contre, la croissance de la demande extérieure a ralenti par rapport au premier trimestre, ce qui a entraîné une croissance moindre du PIB réel par rapport au trimestre précédent (graphique 1).

Graphique 1
Croissance du PIB réel et de la demande intérieure réelle



La demande intérieure finale comprend les dépenses des Canadiens se rapportant à des biens, à des services, à des résidences, ainsi qu'à des usines et à du matériel. La demande intérieure totale est égale à la demande intérieure finale plus l'accumulation des stocks.

[1] Sauf indication contraire, les données et les variations en pourcentage sont en taux annuels. Les données rapportées dans le présent document sont celles du 31 août 2000.

Ministère des Finances Canada Department of Finance Canada

Canada

Principaux indicateurs économiques
(variations en pourcentage, taux annuels, sauf indication contraire)

	1998	1999	1999 T4	2000 T1	2000 T2	Date la plus récente	
Produit intérieur brut réel	3,3	4,5	5,1	5,1	4,7	–	
PIB hors stocks	3,9	4,7	3,0	5,8	4,9	–	
Demande intérieure finale	2,8	4,4	6,3	5,2	4,8	–	
Dépenses publiques	1,6	2,8	3,8	5,1	2,8	–	
Dépenses de consommation	2,9	3,5	3,7	3,4	3,6	–	
Investissements résidentiels	-2,0	6,6	12,1	0,6	-11,0	–	
Investissement fixe des entreprises	6,1	10,5	20,5	15,4	19,5	–	
Construction non résidentielle	1,7	2,0	8,6	10,2	2,9	–	
Machines et matériel	9,0	15,6	27,2	18,1	28,5	–	
Variation des stocks des entreprises[1]	-0,5	-0,2	2,0	-0,6	-0,2	–	
Balance commerciale[1]	1,1	0,4	-3,6	1,3	-0,5	–	
Exportations	8,9	10,0	10,7	17,5	8,5	–	
Importations	6,1	9,4	22,1	14,7	10,2	–	
Solde du compte courant							
(nominal; milliards de dollars)	-16,3	-3,4	-1,3	19,4	14,3	–	
(pourcentage du PIB)	-1,8	-0,4	-0,1	1,9	1,4	–	
Revenu personnel disponible réel	2,8	2,7	3,4	6,6	6,0	–	
Bénéfices avant impôts	-5,6	23,7	27,0	35,1	11,3	–	
Coûts et prix (%, rythme annuel)							
Indice implicite des prix du PIB	-0,6	1,6	3,1	3,6	3,1	–	
Indice des prix à la consommation	0,9	1,7	2,4	2,7	2,4	3,0	juillet 2000
IPC – hors aliments et énergie	1,3	1,5	1,6	1,5	1,4	1,5	juillet 2000
Coûts unitaires de main-d'œuvre	1,4	0,5	0,8	1,8	2,3		
Règlements salariaux (total)	1,7	2,2	2,9	2,3	2,5	2,7	juillet 2000
Marché du travail							
Taux de chômage (%)	8,3	7,6	7,0	6,8	6,7	6,8	juillet 2000
Croissance de l'emploi	2,7	2,8	3,5	3,8	1,6	-1,4	juillet 2000
Marchés financiers (moyenne)							
Taux de change (¢US)	67,48	67,32	67,90	68,80	67,56	67,96	31 août 2000
Taux préférentiel (%)	6,60	6,44	6,42	6,75	7,33	7,50	31 août 2000

[1] Variation annualisée exprimée en pourcentage du PIB de la période précédente.
Sources : Statistique Canada, la Banque du Canada et Développement des ressources humaines Canada.

Les Canadiens achètent davantage

Les dépenses de consommation réelles ont augmenté de 3,6 %, soit légèrement plus qu'au trimestre précédent. Les dépenses en services ont grimpé (5,0 % comparativement à 1,7 % au premier trimestre), mais l'augmentation des dépenses en biens, notamment en biens durables, a ralenti (passant de 9,4 % à 3,6 %). Néanmoins, la progression des dépenses en biens durables demeure vigoureuse.

L'augmentation du revenu des particuliers (7,9 %) a été quasi identique à celle du premier trimestre. Le revenu du travail a enregistré sa plus forte croissance trimestrielle en plus de 12 ans, en dépit d'un ralentissement des gains au chapitre de l'emploi par rapport au trimestre précédent; les importants paiements d'équité salariale par le gouvernement fédéral ont passablement étoffé cette composante du revenu.

L'impôt sur le revenu des particuliers ayant crû légèrement plus vite qu'au cours du trimestre précédent, le revenu disponible réel des particuliers a connu une hausse de 6,0 %, attribuable entre autres aux paiements d'équité salariale. Conséquence d'une tendance positive récente, le revenu disponible réel des particuliers par habitant a atteint un niveau record. En outre, étant donné que le revenu disponible croît plus vite que les dépenses de consommation nominales, le taux d'épargne des particuliers a augmenté de 4,4 %, contre 3,9 % le trimestre précédent.

Les investissements progressent encore

Les investissements des entreprises dans les usines et le matériel se sont accélérés par rapport au trimestre précédent, augmentant de 19,5 %. Les investissements en machines et en matériel ont grimpé de 28,5 %, en raison des gains marqués au chapitre des ordinateurs et autre matériel de bureau. Par contre, la croissance s'est ralentie dans le domaine de la construction non résidentielle, le ralentissement touchant aussi bien la construction d'immeubles que les projets d'ingénierie.

Les investissements résidentiels ont connu un recul au deuxième trimestre. L'augmentation des activités de construction d'habitations neuves s'est passablement atténuée; il en a été de même des mises en chantier. Cette situation est due en partie à une grève des chauffeurs de camions malaxeurs dans la région de Toronto. Il y a également eu une baisse au niveau des coûts de transfert, les ventes d'habitations existantes ayant quelque peu fléchi par rapport au trimestre précédent. Enfin, la croissance des activités de rénovation a elle aussi modéré.

Accumulation des stocks : peu de changement

L'accumulation des stocks durant le trimestre a été légèrement moins prononcée qu'au précédent. Les entreprises ont accru leurs stocks de 7,5 milliards de dollars, comparativement à 7,8 milliards au premier trimestre. La hausse des ventes, stimulées par la demande plus forte, ayant été relativement supérieure à la progression des stocks, le ratio des stocks aux ventes pour l'ensemble de l'économie a atteint son point le plus bas jamais enregistré.

La demande extérieure stimule la production

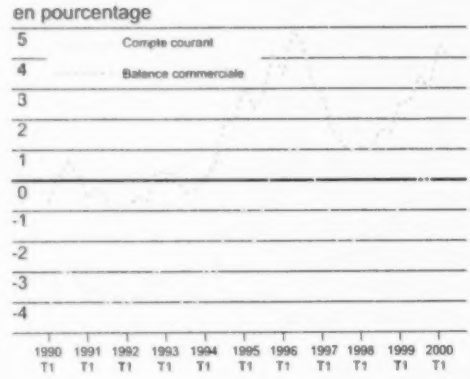
La montée de la demande extérieure a fait progresser les exportations réelles du Canada de 8,5 % au deuxième trimestre, soit moins qu'au trimestre précédent. La croissance vigoureuse de l'économie américaine ainsi que la reprise économique dans les pays secoués par la crise financière de 1997 et de 1998 sont les principaux facteurs qui expliquent l'essor des exportations. Le ralentissement au cours du trimestre est attribuable pour une bonne part à la baisse des exportations de produits de l'industrie automobile, qui concorde avec la diminution des ventes de véhicules à moteur aux États-Unis.

Parallèlement, le total des importations réelles a progressé plus rapidement que celui des exportations, mais cette progression (10,2 %) demeure plus modeste qu'au premier trimestre. Cette situation découle de la baisse des importations de produits de l'industrie automobile, du fait de la faible croissance des ventes de véhicules au Canada et de la nécessité moindre d'importer des pièces pour l'assemblage de véhicules, compte tenu du recul des exportations d'automobiles aux États-Unis au cours du trimestre.

Le compte courant enregistre à nouveau un important excédent

L'excédent du compte courant s'est chiffré à 14,3 milliards de dollars, soit 1,4 % du PIB nominal, ce qui est inférieur à l'excédent record de 19,4 milliards (1,9 % du PIB nominal) enregistré au premier trimestre (graphique 2). La détérioration de la balance commerciale réelle et des termes de l'échange, s'ajoutant au déficit du compte des voyages, a donné lieu à une réduction de l'excédent de la balance commerciale nominale par rapport au trimestre précédent. Conjuguée à l'accroissement du déficit du revenu de placement (en particulier les bénéfices nets non répartis) et à la diminution de l'excédent des transferts nets, cette situation a fait que le compte courant a enregistré un excédent moindre, quoique encore élevé. La tendance demeure à l'amélioration du compte courant, les déficits enregistrés en 1998 et en 1999 représentant 1,8 % et 0,4 % du PIB nominal, respectivement.

Graphique 2
Compte courant en proportion du PIB nominal



L'inflation demeure contenue tandis que la productivité monte en flèche

Les tensions sous-jacentes de prix et de coûts sont demeurées contenues. L'indice implicite des prix du PIB et celui des prix en chaîne au deuxième trimestre ont grimpé de 3,1 % et de 3,9 % respectivement par rapport à l'année précédente. Ces hausses reflètent en partie l'incidence temporaire des paiements d'équité salariale et des prix plus élevés de l'énergie. La hausse d'une année sur l'autre des prix à la consommation a été de 3,0 % en juillet; ici encore, cette hausse marquée est attribuable en grande partie aux prix de l'énergie. L'inflation sous-jacente, qui exclut les aliments et l'énergie, n'a été pour le mois que de 1,5 %, d'une année sur l'autre.

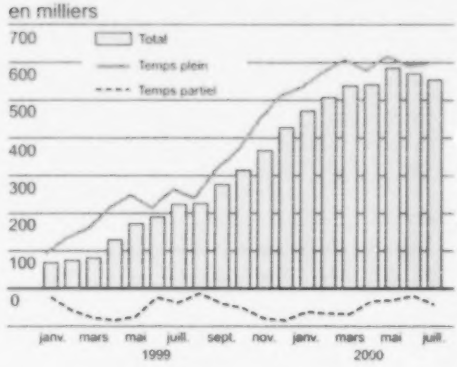
La productivité du travail a augmenté beaucoup plus rapidement qu'au premier trimestre. Néanmoins, les coûts unitaires de production rattachés à la main-d'œuvre ont sensiblement progressé : ils étaient supérieurs de 2,3 % à leur niveau de l'année précédente. Cette situation est une fois de plus attribuable aux effets temporaires des paiements d'équité salariale, qui ont fait grimper nettement le revenu du travail au cours du trimestre.

Les bénéfices avant impôt ont augmenté de 11,3 %. Il s'agit d'une septième augmentation consécutive d'au moins 10 %. Les bénéfices sont passés à 12,2 % du PIB nominal et à un niveau dépassant de 32,2 % celui de l'année précédente. Les gains ont été particulièrement importants dans les secteurs de l'extraction du pétrole et du gaz naturel (en raison des prix plus élevés de l'énergie), des services de transport (en raison de l'augmentation des expéditions et des voyages dans le contexte d'une croissance économique vigoureuse) et de la fabrication d'automobiles.

Le taux de chômage demeure bas

Au deuxième trimestre, la croissance de l'emploi a été de 1,6 %, soit moins de la moitié de celle observée au trimestre précédent. Malgré cela, et en dépit des légers reculs en juin et en juillet, 126 000 emplois nets ont été créés jusqu'ici en 2000 (graphique 3). Depuis juillet 1999, ce sont 329 000 emplois qui ont été créés. En outre, la totalité du gain net est attribuable aux emplois à temps plein. Le taux de chômage a augmenté légèrement en juillet 2000, s'élevant à 6,8 % comparativement à 6,6 % en mai et en juin.

Graphique 3
Croissance cumulative de l'emploi depuis décembre 1998



Le dollar canadien regagne du terrain

Après s'être négocié sous 67 ¢US lors de la deuxième moitié du mois de mai, le dollar canadien s'est raffermi, dépassant 68 ¢US à la fin de juillet, avant de redescendre quelque peu. Le 31 août, il clôturait à 67,96 ¢US.

Au cours des derniers mois, la Réserve fédérale américaine et la Banque du Canada ont étudié les effets du resserrement de la politique monétaire, destiné à juguler les tensions inflationnistes qui pourraient résulter de l'étroitesse du marché de la main-d'œuvre, de la vigueur soutenue de la demande intérieure et du raffermissement des économies étrangères. Bien que les taux directeurs soient demeurés stables depuis la fin de mai, les taux d'intérêt à court terme pratiqués sur le marché aux États-Unis ont augmenté légèrement, tandis que les taux à long terme ont diminué. Les taux à long terme ont également diminué au Canada, quoique dans une moindre mesure, tandis que les taux à court terme ont peu changé. Par conséquent, les taux d'intérêt au Canada, en particulier les taux à court terme, sont demeurés généralement inférieurs à ceux en vigueur aux États-Unis. L'écart de rendement entre les bons du Trésor à 3 mois du Canada et des États-Unis, qui était presque nul à la fin de mai, s'élevait à 70 points de base à la fin d'août.

Statistique Canada est la principale source des données contenues dans cette publication. Pour toute demande d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, (613) 995-2855. Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Mostafa Askari, (613) 992-3055. Également diffusé sur Internet à l'adresse http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.